



La Mairie de San Miniato

Province de Pise

**"AVIS DE CESSION DE MESURES
FINANCIERS URGENTS DE SOLIDARITÉ ALIMENTAIRE
LIÉ À L'URGENCE ÉPIDÉMIOLOGIQUE DU COVID 19
CONFORMÉMENT AU DÉCRET DE LOI N ° 154/2000 - LA MESURE DE BONS
D'ACHAT"**

IL DIRIGENTE DEL SETTORE N. 4

“Servizi alla Persona e Politiche di Solidarietà”

Richiamati:

- il Decreto Legge del 23 novembre 2020 n. 154 *"Misure finanziarie urgenti connesse all'emergenza epidemologica da Covid 19"* con il quale *"...al fine di consentire ai comuni l'adozione di misure urgenti di solidarietà alimentare, è istituito nello stato di previsione del Ministero dell'interno un fondo di 400 milioni di euro nel 2020, da erogare a ciascun comune, entro 7 giorni dalla data di entrata in vigore del presente decreto, sulla base degli Allegati 1 e 2 dell'ordinanza del Capo del Dipartimento della protezione civile n. 658 del 29 marzo 2020..."*;
- l'Ordinanza n. 658 del 29.03.2020 del Capo del Dipartimento della Protezione Civile presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri avente ad oggetto *"Ulteriori interventi urgenti di protezione civile in relazione all'emergenza relativa al rischio sanitario connesso all'insorgenza di patologie derivanti da agenti virali trasmissibili"*;
- la Circolare Ministeriale del 23.01.2021 avente ad oggetto *"Mancata conversione del decreto-legge 23 Novembre 2020, n. 154, recante "Misure finanziarie urgenti connesse all'emergenza epidemologica da Covid-19"* che, a seguito dell'abrogazione del D.L. n. 154/2020 disposta a norma dell'art. 1 della Legge n. 176/2020, prevede che *"restano validi gli atti e i provvedimenti adottati e sono fatti salvi gli effetti prodottisi e i rapporti giuridici sorti sulla base del medesimo decreto-legge 23 Novembre 2020, n. 154"*;

Visto lo schema-tipo di Disciplinare/Modulo di ammissione approvato dalla Società della Salute Empolese Valdarno Valdelsa con atto della Giunta Esecutiva n. 27 del 26.11.2020:

- contenente le modalità di individuazione dei soggetti beneficiari delle risorse di cui al D.L. n. 154/2020, le modalità di attribuzione delle stesse e le specifiche competenze della Società della Salute, dei Comuni e degli altri soggetti coinvolti nel procedimento (esercizi commerciali/soggetti del Terzo Settore);
- costituente la cornice attuativa degli elementi di principio stabiliti dall'art. 12 della Legge n. 241/1990 e degli obblighi di pubblicità stabiliti dagli artt. 26 e 27 del D. Leg.vo n. 33/2013;

Vista la Deliberazione di Giunta Comunale n. 63 del 11.05.2021 avente ad oggetto “Assegnazione misure finanziarie urgenti di solidarietà alimentare connesse all'emergenza epidemiologica da Covid 19 ai sensi del decreto legge n. 154/2000 – Misura “Buono Spesa” – Indirizzi operativi - Approvazione Avviso Comunale per la concessione dei benefici”.

FAIT SAVOIR QUE

- que du 14/05/2021 au 25/05/2021 les sujets en possession des qualités suivantes pourront présenter demande pour l'activation des instruments de Solidarité Alimentaire (Bons d'achat) aux sens de l'art. 2 "Mesures urgentes de solidarité alimentaire" du Décret-Loi n. 154 du 23 novembre 2020, de ce qui disposé du présent avis et de la législation en vigueur en matière, jusqu'à épuisement des ressources disponibles quantifiées à un total de Euro 98.178,47

Art. 1 – Les conditions et les mesures d'admission

Les candidats qui présentent la demande à la date de la publication de l'avis ils doivent avoir les conditions visées par l'avis:

1. les unités familiales dont le membre qui présente la demande est résident ou domicilié dans la Municipalité de San Miniato et, en cas de citoyenneté étrangère, en possession d'un permis de séjour en cours de validité. Dans le cas où le demandeur / le membre de la familiale qui demande la prestation ne réside pas dans la Municipalité de San Miniato, il ne doit pas avoir déposé la même demande à sa municipalité de résidence au cours de l'année 2021.

2. les unités familiales les plus exposées aux effets économiques découlant de l'urgence épidémiologique du virus Covid-19 et celles qui en ont besoin. Ils entrent dans la typologie susmentionnée:

a) les unités familiales , en charge des services sociaux, et dont les membres de la famille ne bénéficient pas des services sociaux (RdC, sauf si la prestation est suspendue, Rei, Naspi, allocation de mobilité, fonds de licenciement(cassa integrazione), revenu d'urgence , autres formes de soutien apporté au niveau local ou régional), ou qui en bénéficient mais d'un montant inférieur à la prestation qui leur revient , et pour laquelle celui-ci certifie la condition de fragilité sociale et l'opportunité d'une intervention de soutien alimentaire par rapport à les conditions survenues suite à l'urgence épidémiologique CoViD-19. Pour ces sujets, la demande de fourniture du bon alimentaire peut être envoyé directement par le service social à la Municipalité de San Miniato.

b) les unités familiales , non pris en charge par le service social; mais ne percevant pas de revenus du travail en raison des modifications suivantes de la situation de l'emploi de leurs membres qui sont survenues à la suite de l'urgence épidémiologique de Covid -19 pour les raisons qui y sont liées :

1. dans le cas d'un salarié à durée indéterminée:

- la résiliation de la relation de travail;

- suspension de l'activité, en l'absence/en attente d'activation d'un amortisseur social;

2. dans le cas le contrat d'un salarié à durée déterminée ou employé dans un cadre contractuel flexible:

- conclusion de la relation de travail,

3. suspension temporaire de l'activité avec relevé TVA des activités professionnelles, commerciales, productives, artisanales pas reconductibles aux catégories pour lesquelles il est prévu une contribution à fond perdu (Décrets Loi 137/2020, 149/2020, 154/2020, 41/2021);

4. dans le cas d'un travailleur intermittent ou sur appel:

- réduction substantielle de son activité;

c) chômeurs/ sans emploi.

3. Indépendamment des conditions énoncées aux points précédents, le bon d'achat ne sera pas versé aux titulaires d'un ou de plusieurs comptes courants bancaires et postaux, pour lesquels la somme des valeurs de l'actif comptable avant intérêts au 31 mars 2021 soit supérieur à un seuil de € 5.000,00, majoré de € 1.000,00 pour chaque membre de famille suivant le premier, jusqu'à un maximum de € 10.000,00.

4. La concession des bons d'achat se fera selon l'ordre chronologique de soumission des demandes jusqu'à épuisement des ressources disponibles. Les personnes qui sont bénéficiaires des bons attribués dans le cadre des avis municipaux antérieurs peuvent également accéder à la concession de cette prestation.

Art. 2 - Montant du bon d'achat

1. Le montant du bon d'achat variera en fonction aux nombres du membre de famille comme indiqué ci-dessous:

<i>Composants</i>	<i>Montant de la contribution</i>
<i>Nombre de membres de la famille 1</i>	<i>Euro 200,00</i>
<i>Nombre de membres de la famille 2</i>	<i>Euro 300,00</i>
<i>Nombre de membres de la famille 3</i>	<i>Euro 400,00</i>
<i>Nombre de membres de la famille 4</i>	<i>Euro 450,00</i>
<i>Nombre de membres de la famille 5 ou plus</i>	<i>Euro 500,00</i>

Ces montants sont majorés de 50,00 euros en présence de l'une des conditions suivantes:

a) en présence des mineurs, même s'ils sont domiciliés avec une famille résidant dans l'une des communes du SdS;

b) en présence des personnes non autonomes ou handicapées ou invalides civiles ou en charge des services de santé mentale et Ser.D.;

c) les situations de forte marginalité sociale ou d'exclusion;

d) d'autres problèmes sanitaires et sociaux d'une importance particulière et qui peuvent exacerber les conditions de difficultés économiques et de difficultés personnelles ou familiales, attestées par le service social;

e) présence de sujets souffrant de maladies chroniques dans l'unité familiale soumis à des régimes alimentaires ou pharmacologiques particuliers

2. Si dans l'unité familiale il y a des bénéficiaires de contributions économiques publiques à des fins de soutien du revenu versées au niveau communal, le montant du bon d'achat sera diminué d'un montant égal à celui de la valeur totale aux contributions pour le mois en cours.

Art. 3 – Modalités pour avoir les bons d'achat

1. Pour les candidats en possession de l'une des conditions visées à l'art. 1, la présentation de la demande du bon d'achat doit être par l'un de ses membres adultes à la Municipalité de San Miniato

2. La candidature doit remplir le formulaire à travers une plate-forme en ligne avec la manière indiquée ci-dessous de prévoit l'obligation de remplir certains champs, ou l'indication de certaines informations, en absence il ne sera pas possible de procéder à l'évaluation

3. Seulement pour les familles en charge du service social visé à l'art. 1, paragraphe 2, lettre a), la concession du bon d'achat peut avoir lieu en adressant directement la demande par le service social du même Municipalité de San Miniato. Dans ce cas, les services sociaux de la société de santé doivent envoyer une note / rapport spécifique à la Municipalité de San Miniato certifiant les conditions

spécifiques relatives à la condition de fragilité sociale et / ou l'opportunité d'une intervention de soutien alimentaire.

4. la Municipalité de San Miniato transmet les demandes reçues à la Société de la Santé, auprès de laquelle une commission d'évaluation est instituée. Cette commission, sur la base des informations présentées

dans l'auto-déclaration et les critères supplémentaires d'identification de l'audience des bénéficiaires, prépare une liste des bénéficiaires, parallèlement à la quantification des bons d'achat attribués, et les demandes rejetées parce qu'elles ne répondent pas aux exigences de la mesure en question et seront envoyées à la Municipalité de San Miniato;

5. La Municipalité de San Miniato communique les résultats des demandes de la mesure en question, sur la base de l'évaluation de la commission de la Société de Santé mentionnée ci-dessus, selon les procédures décrites dans l'art suivant. 4 de cet avis.

Art. 4 – La publication de la liste des bénéficiaires

Sur le site de la Municipalité de San Miniato www.comune.san-miniato.pi.it sera publiée la liste de ceux qui ont été admis au bénéfice ainsi que les exclus.

Pour des raisons de privacy, ceux-ci seront indiqués dans la liste par un code d'identification créé par la plate-forme au moment de la demande. La publication de cette liste constitue une communication à tous les intéressés.

Pour les candidats exclus, la Municipalité de San Miniato, dans les 5 jours suivant la réception du résultat de la Commission de la Société de Santé, envoie une communication spécifique à l'intéressé à l'adresse e-mail indiquée dans la demande.

En cas d'exclusion, le candidats peut envoyer dans un délai de 5 jours à compter de la réception de cette communication, présenter une opposition, en indiquant des justifications spécifiques et/ou des documents prouvant les conditions prévues à l'article 4. 1 du présent avis, en envoyant une déclaration à l'adresse mail bonusantare@comune.san-miniato.pi.it, en y joignant sa pièce d'identité en cours de validité et les documents ou informations.

La gestion du recours en opposition, l'évaluation et la réponse s'effectuent selon les modalités d'évaluation et de communication décrites ci-dessus pour les demandes en présent avis.

Art. 5 – L'autocertification des exigences et de documentation

Le demandeur auto-certifie conformément à l'art. 46 et 47 du décret présidentiel 28.12.2000, n. 445 les modifications et l'ajouts aux conditions requises par l'art. 1, ainsi que la composition de l'unité familiale.

La responsabilité de la véracité des autocertifications produites exclusivement par le demandeur d la concession qui les a souscrites et en cas de fausse déclaration, peut être poursuivi pénalement (art. 76 du D.P.R. n. 445 du 28/12/2000).

Suivant le règlement en matière de contrôles art.12

Art. 6 – Documentation obligatoire

Il est obligatoire de compléter la demande dans tous ses éléments et d'y joindre, sous peine de non-admission au bénéficiaire, les documents indiqués obligatoires en bas du formulaire de la demande et en particulier:

- Copia del documento di identità/di riconoscimento in corso di validità;

- Foglio contenente l'indicazione della firma del richiedente, data e indicazione del procedimento "Avviso per l'assegnazione di Misure urgenti di solidarietà alimentare ai sensi del Decreto Legge n. 154 del 23.11.2020".
- La copie du document d'identité/de reconnaissance en cours de validité;
- Le formulaire contenant l'indication de la signature du demandeur, la date et l'indication de la procédure «Avis d'attribution de mesures d'urgence de solidarité alimentaire conformément au décret-loi no. 154 du 23.11.2020 ».

Art. 7 – Le délai pour présenter la demande

Les demandes pour la mesure en question peuvent être déposées à partir du **14.05.2021** et jusqu'à la date limite obligatoire du **25.05.2021**, selon les méthodes décrites ci-dessous.

Art. 8 – La modalité pour présenter la demande

Les demandes doivent être remplies et soumises exclusivement à travers la plate-forme en ligne disponible sur la page d'accueil du site Web de la Municipalité de San Miniato www.comune.san-miniato.pi.it avant la date limite du 25.05.2021.

La demande, sous peine d'exclusion de celle-ci, devra être complète de toutes les données et les informations demandées et y joint la documentation indiquée comme obligatoire à l'article précédent.

6.

La soussignée à la demande comprend la lecture des informations relatives au traitement des données personnelles conformément au décret législatif no. 196/03 et modifications ultérieures «Code concernant la protection des données personnelles» et le règlement (UE) 2016/679 joint à la présente Avis municipale.

Les demandes reçues d'une manière différente, incomplètes ou au-delà des délais indiqués ne seront pas acceptées. Pour toute information , vous pouvez contacter:

- Punto Informativo Unitario – San Miniato (PI) – tel. 0571 406.807 – l'horaires pour téléphoner e avoir un rendez-vous : lundi et mardi de 9h à 13h, jeudi de 9h à 13h, de 15h à 16h, samedi de 9h à 12h . Mail: bonusalimentare@comune.san-miniato.pi.it;
- Ufficio Relazioni con il Pubblico – San Miniato (PI) – Tel 0571 406.290 – l'horaires pour téléphoner e avoir un rendez-vous le matin: du lundi au vendredi de 9h à 13h, samedi de 9h à 12h, l'après-midi: mardi et jeudi de 15h à 17h30.

Art. 9 – Bons d'achat : description des produits inclus et les produits de première nécessité

Les instruments de Solidarité Alimentaire activés (bons d'achat ou de première nécessité) ont une validité de 60 jours. Les 60 jours commencent à compter de l'émission du bon. Le "bon d'achat ", on entend le titre d'achat pouvant être utilisé dans les établissements commerciaux figurant sur la liste établie par la Municipalité de San Miniato et publiée sur le site web, comme prévu par l'article . 10.

Les bons d'achat permettent l'achat uniquement de produits de première nécessité. Les "produits de première nécessité", sont les produits alimentaires, pour l'hygiène personnelle (y compris les couches, les serviettes hygiéniques) et l'hygiène domestique.

Les médicaments et produits pharmaceutiques non fournis gratuitement par le service national de santé mais dont le besoin pour le patient est accompagné d'une prescription spécifique du Médecin Généraliste ou du Pédiatre (Pediatria Libera Scelta) ou ils correspondent à des produits qui ne se

trouvent pas dans d'autres parts et ils sont également considérés comme des nécessités de base. . Ces types peuvent être acquis en recourant aux pharmacies affiliées.

Art. 10 – Les relations avec les établissements commerciaux

La Municipalité de San Miniato publiera sur son site web la liste des établissements commerciaux qui se sont rendus disponibles pour l'acceptation des bons d'achats auprès desquels les bénéficiaires pourront acheter les biens de première nécessité.

Art. 11 - responsable de la procédure

Le responsable de cette procédure par loi n. 241/1990 et les modifications ultérieures est le directeur du secteur «Services à la personne et politiques de solidarité» de la Municipalité de San Miniato.

Art. 12 - les contrôles

La liste des ayants droit sera utilisée pour les contrôles exigés par la réglementation en vigueur. La municipalité pourra envoyer des rapports en cas particuliers, sous réserve d'une évaluation plus approfondie, aux bureaux territoriaux de la Guardia di Finanza, en application du protocole d'accord entre la région Toscane, Anci Toscana, Direction Régionale Toscane de la Guardia di Finanza et Direction Régionale INPS de la Toscane.

Conformément à l'art. 71 du DPR 445/2000 et l'article 11, paragraphe 6, du DPCM n. 159/2013, il appartient à l'administration communale de procéder à des contrôles appropriés, même au hasard, sur la véracité des déclarations de substitution.

Les contrôles relatifs à la vérification de la composition anagraphique de données personnelles, des contributions / subventions reçues et de la situation immobilière le cas échéant seront effectués à raison de 100% lors de l'enquête d'admission par les bureaux de la Municipalité de San Miniato et la Société de Santé Empolese Valdarno Valdelsa.

Sans préjudice des règles pénales prévues à l'article 76 du décret présidentiel no. 445 du 28 décembre 2000, si les contrôles révèlent le mensonge du contenu de la déclaration de substitution, le déclarant perdra tout avantage résultant de la disposition émise, sur la base de la déclaration mensongère

Art. 13 – Information du règlement UE 2016/679 sur la protection des données personnelle

La Municipalité de San Miniato informe - dans les termes et conditions spécifiés dans les informations jointes au présent avis - que, conformément aux articles 13-14 du G.D.P.R. (Règlement général sur la protection des données) 2016/679, traitera les données en sa possession exclusivement pour l'exécution des activités et pour le respect des obligations prévues par les lois et règlements municipaux.

Art. Norme finale

Bien que cela ne soit pas expressément prévu dans le présent Avis, il convient de se référer aux dispositions de la législation nationale et régionale.

San Miniato, ** Mai 2021

LE DIRECTEUR SECTEUR N.4

Doc. Sandra Guerrieri

(Document informatique signé numériquement)

Informativa ai sensi degli artt. 13-14 del G.D.P.R. (General Data Protection Regulation) 2016/679 – D. Leg.vo n. 196/2003 integrato con le modifiche D. Leg.vo n. 101/2018

Procedura Misure Finanziarie di Solidarietà Alimentare – Buoni Spesa – D.L. n. 154/2020

Il **Comune di San Miniato** in qualità di titolare del trattamento dei dati tratterà i dati personali conferiti nella presente procedura, con modalità prevalentemente informatiche e telematiche, per le finalità previste dal Regolamento (UE) 2016/679 (GDPR), in particolare per l'esecuzione dei propri compiti di interesse pubblico o comunque connessi all'esercizio dei propri pubblici poteri, ivi incluse le finalità di archiviazione, di ricerca storica e di analisi per scopi statistici.

I dati saranno trattati per tutto il tempo necessario alla gestione della procedura nonché, successivamente, per finalità di archiviazione. I dati saranno conservati in conformità alle norme sulla conservazione della documentazione amministrativa.

Tenuto conto delle finalità del trattamento il conferimento dei dati è **obbligatorio** ed il loro mancato, parziale o inesatto conferimento potrà avere, come conseguenza, l'impossibilità di svolgere l'attività.

Gli interessati hanno il diritto di chiedere al titolare del trattamento l'accesso ai dati personali e la rettifica o la cancellazione degli stessi o la limitazione del trattamento che li riguarda o di opporsi al trattamento (artt. 15 e ss. del RGPD). L'apposita istanza è presentata contattando il Comune di San Miniato al seguente indirizzo email segreteria@comune.san-miniato.pi.it.

Gli interessati, ricorrendone i presupposti, hanno, altresì, il diritto di proporre reclamo al Garante della Privacy quale autorità di controllo secondo le procedure previste.

I dati personali che saranno raccolti e trattati:

- dati identificativi: cognome e nome, residenza, domicilio, nascita;

In particolare sono previsti trattamenti di dati di categorie particolari:

- dati relativi a situazioni di salute di riferimento del richiedente e/o del nucleo familiare (art. 9 G.D.P.R. 2016/679). La informiamo che detta raccolta (dati riguardanti la salute e/o situazioni di disagio sociale/economico) riguarderà solo i dati necessari all'assolvimento delle funzioni e procedure relative alla predisposizione della graduatoria/quantificazione tipologia/entità del contributo nei modi e nei limiti previsti nell'Avviso Comunale per la concessione dei benefici (Buoni Spesa). L'Amministrazione Comunale necessita di uno specifico consenso per poter trattare i dati riguardanti lo stato di salute.

I dati raccolti saranno trattati in quanto:

- il trattamento è necessario per l'esecuzione di un compito di interesse pubblico o connesso all'esercizio di pubblici poteri di cui è investito il titolare del trattamento;

I dati personali forniti saranno oggetto di:

- raccolta, organizzazione, strutturazione, conservazione, adattamento o modifica, estrazione, consultazione, uso, comunicazione mediante trasmissione, diffusione o qualsiasi altra forma di messa a disposizione.

In caso di comunicazione i dati saranno trasmessi a:

- soggetti pubblici per lo svolgimento delle rispettive funzioni istituzionali (Uffici della Società della Salute Valdarno-Valdelsa – Regione Toscana - Comando Guardia di Finanza competente);
- Responsabili del trattamento "esterni" all'Ente, preventivamente nominati dal Titolare; l'elenco dei Responsabili è consultabile presso la Sede dell'Ente.

Ambito trattamento:

- Dirigente del Settore Servizi alla Persona e Politiche di Solidarietà del Comune di San Miniato;
- personale del Comune di San Miniato preposto agli adempimenti amministrativi/contabili (Servizi Culturali, Bibliotecari, Archivistici, Sportivi, Politiche Abitative/Solidarietà – Centro Elaborazione Dati (CED) - Centro Operativo Comunale Protezione Civile - Sportello S.U.A.P. – Ufficio Tributi – Ufficio Relazioni con il Pubblico);
- soggetto terzo affidatario della gestione del Punto Informativo Unitario (P.I.U.);
- soggetto terzo affidatario della gestione della piattaforma informatica per la raccolta delle domande di ammissione al beneficio;
- soggetto terzo affidatario della gestione della piattaforma informatica per la procedura di predisposizione/liquidazione/rendicontazione dei Buoni Spesa;
- esercenti commerciali/enti del Terzo Settore coinvolti nel procedimento;

Il trattamento:

- non comporta l'attivazione di un processo decisionale automatizzato

Il trattamento sarà effettuato sia **con strumenti manuali e/o informatici e telematici** con logiche di organizzazione ed elaborazione strettamente correlate alle finalità stesse e comunque in modo da garantire la sicurezza, l'integrità e la riservatezza dei dati stessi nel rispetto delle misure organizzative, fisiche e logiche previste dalle disposizioni vigenti.

In particolare sono state adottate le seguenti misure di sicurezza:

- misure specifiche poste in essere per fronteggiare rischi di distruzione, perdita, modifica, accesso, divulgazione non autorizzata, la cui efficacia va valutata regolarmente.
- sistemi di autenticazione
- sistemi di autorizzazione
- sistemi di protezione (antivirus; firewall; antintrusione; altro) adottati per il trattamento
- sicurezza anche logistica

I dati personali vengono conservati:

- secondo la vigente normativa

Lei potrà, in qualsiasi momento, esercitare i diritti:

- di richiedere maggiori informazioni in relazione ai contenuti della presente informativa
- di accesso ai dati personali;
- di ottenere la rettifica o la cancellazione degli stessi o la limitazione del trattamento che lo riguardano (nei casi previsti dalla normativa);
- di opporsi al trattamento (nei casi previsti dalla normativa);
- alla portabilità dei dati (nei casi previsti dalla normativa);
- di revocare il consenso, ove previsto: la revoca del consenso non pregiudica la liceità del trattamento basata sul consenso conferito prima della revoca;
- di proporre reclamo all'autorità di controllo (Garante Privacy)
- di dare mandato a un organismo, un'organizzazione o un'associazione senza scopo di lucro per l'esercizio dei suoi diritti
- di richiedere il risarcimento dei danni conseguenti alla violazione della normativa (art. 82)

L'apposita istanza è presentata al Comune di San Miniato al seguente indirizzo email segreteria@comune.san-miniato.pi.it.

Qualora il titolare del trattamento intenda trattare ulteriormente i dati personali per una finalità diversa da quella per cui essi sono stati raccolti, prima di tale ulteriore trattamento verranno fornite informazioni in merito a tale diversa finalità e ogni ulteriore informazione pertinente.

L'esercizio dei suoi diritti potrà avvenire attraverso contatto diretto e/o l'invio di una richiesta anche mediante email a:

Soggetto	Dati anagrafici	Contatto tel.	Contatto e-mail
Titolare del Trattamento dei Dati	Sindaco pro tempore del Comune di San Miniato	0571 406200	segreteria@comune.san-miniato.pi.it
Responsabile del Trattamento dei Dati	Dirigente pro tempore del Settore n. 4	0571 406282	affarigenerali@comune.san-miniato.pi.it
DPO (Responsabile Protezione Dati)	Avv. Flavio Corsinovi	0571/469222-469230	flavio.corsinovi@centrostudenti-locali.it

Consenso al trattamento dei dati personali

Il richiedente esprime il consenso al trattamento dei dati, nelle modalità sopra descritte, ai sensi del G.D.P.R. 2016/679, attraverso la compilazione del Modulo di domanda online per l'assegnazione del beneficio che prevede la presa d'atto della presente Informativa.



LA DÉCLARATION DE SUBSTITUTION POUR L'UTILISATION SUR LES BÉNÉFICES VIS. L'ART. 2 DE LA LOI DÉCRET N ° 154 DU 23 NOVEMBRE 2020 "MESURES FINANCIÈRES URGENTES LIÉES À L'URGENCE ÉPIDÉMIOLOGIQUE DU COVID-19";

DICHIARAZIONE SOSTITUTIVA PER LA FRUIZIONE DEI BENEFICI DI CUI ALL'ART. 2 DEL DECRETO LEGGE N. 154 DEL 23 NOVEMBRE 2020 "MISURE FINANZIARIE URGENTI CONNESSE ALL'EMERGENZA EPIDEMIOLOGICA DA COVID-19";

Je soussigné	<input type="text"/>		
<i>Il/la sottoscritto/a</i>			
né(e) le	<input type="text"/>	à	<input type="text"/>
<i>nato/a il</i>		<i>a</i>	
Code fiscal	<input type="text"/>		
<i>Codice fiscale</i>			
Nationalité	<input type="text"/>		
<i>Cittadinanza</i>			
Commune de résidence	<input type="text"/>		
<i>Comune di residenza</i>			
Rue/Place	<input type="text"/>		
<i>Via/Piazza</i>			

Commune de
domicile si il est
différent de la
résidence

*Comune di domicilio
se diverso dalla
residenza*

Rue /Place

Via/Piazza

Numero de
telephone

Recapiti telefonici

Adresse e-mail

Indirizzo e-mail

Titulaire du
permis de séjour n

*Titolare permesso di
soggiorno n.*

le bénéfice est prévu aux "familles plus exposés aux problèmes économiques derivanti de l'urgence épidémiologique du virus Covid-19" et à ceux "qui ont besoin", pour se satisfaire les nécessités urgentes et essentiels, conscience des sanctions prévues par l' art. 76 DPR 445/2000 en cas de fausses déclarations et déclarations mensongères

per accedere ai benefici previsti per i "nuclei familiari più esposti agli effetti economici derivanti dall'emergenza epidemologica virus Covid-19" e per quelli "in stato di bisogno", per soddisfare le necessità urgenti ed essenziali, consapevole delle sanzioni penali previste dall'art. 76 DPR 445/2000 in caso di dichiarazioni mendaci e non veritiere

JE DÉCLARE

DICHIARA

Que le membre de ma famille est composée par

Che fanno parte del proprio nucleo familiare i seguenti componenti:

Nom e prénom

Cognome e nome

né(e) le

à

a

nato/a il

Code fiscal

Codice fiscale

Nationalité

Cittadinanza

Nom e prénom	<input type="text"/>	
Cognome e nome	<input type="text"/>	
né(e)le	<input type="text"/>	à <input type="text"/>
<i>nato/a il</i>		<i>a</i>
Code fiscal	<input type="text"/>	
<i>Codice fiscale</i>		
Nationalité	<input type="text"/>	
<i>Cittadinanza</i>		

Nom e prénom	<input type="text"/>	
Cognome e nome	<input type="text"/>	
né(e)le	<input type="text"/>	à <input type="text"/>
<i>nato/a il</i>		<i>a</i>
Code fiscal	<input type="text"/>	
<i>Codice fiscale</i>		
Nationalité	<input type="text"/>	
<i>Cittadinanza</i>		

Nom e prénom	<input type="text"/>	
Cognome e nome	<input type="text"/>	
né(e)le	<input type="text"/>	à <input type="text"/>
<i>nato/a il</i>		<i>a</i>
Code fiscal	<input type="text"/>	
<i>Codice fiscale</i>		
Nationalité	<input type="text"/>	
<i>Cittadinanza</i>		

Nom e prénom	<input type="text"/>	
Cognome e nome	<input type="text"/>	
né(e) le	<input type="text"/>	à <input type="text"/>
nato/a il		a
Code fiscal	<input type="text"/>	
Codice fiscale	<input type="text"/>	
Nationalité	<input type="text"/>	
Cittadinanza	<input type="text"/>	

Numéro du membre de la famille	<input type="text"/>
<i>Numero dei componenti il nucleo familiare</i>	
Numéro des enfants mineurs présent en famille(y compris provisoirement domiciliés)	<input type="text"/>
<i>Numero minori presenti nel nucleo(compresi i provvisoriamente domiciliati)</i>	
Numéro des personnes âgées plus de soixante ans	<input type="text"/>
<i>Numero persone ultra-sessantacinquenni</i>	
Numéro des personnes handicapées certifiées en conformément à l'art.3c.3 L.104/92	<input type="text"/>
<i>Numero persone con certificazione di disabilità ex art. 3 c.3 L.104/92</i>	
Numéro des personnes touchées par des maladies chroniques	<input type="text"/>
<i>Numero persone affette da patologie croniche</i>	
Nombre de personnes en charge aux services de santé mentale ou Ser.D.	<input type="text"/>
Numero persone in carico ai servizi di salute mentale o Ser.D.	

Aucun membre de la famille n'a présenté la demande pour la concession du même contribution à la Municipalité de San Miniato

Che nessun altro componente del proprio nucleo familiare ha presentato domanda per la concessione dello stesso contributo nel Comune di San Miniato

Qu'aucun membre de la familiale du même domicile n'a introduit la demande de contribution dans sa commune de résidence en 2021

Che nessun componente del proprio nucleo familiare domiciliato presso lo stesso ha presentato domanda per la concessione dello stesso contributo nel proprio Comune di residenza nell'anno 2021

A cause de l'urgence de Covid-19, la situation économique de la famille a subi les effets économiques négatifs , même temporaires:

Che a causa dell'emergenza da Covid-19 la situazione economica del nucleo familiare ha subito i seguenti effetti economici negativi anche temporanei:

Perte d'emploi (licenciement, non renouvellement de contrat à temps partiel, etc.) sans l'activation du chômage social ou le chômage est insuffisant par rapport à la charge de la famille. (*précisez ci-dessous*)

Perdita del lavoro (licenziamento, mancato rinnovo di contratto a tempo determinato, ecc.) senza attivazione di armonizzatori sociali ovvero con ammortizzatori insufficienti in relazione al carico familiare. (specificare di seguito)

Suspension temporaire de l'activité TVA, des activités professionnelles, commerciales et productives artisanales ne relevant pas aux codes ATECO pour lesquels ils sont prévus une subvention à fonds perdu (Décrets 137/2020; 149/2020 et 154/2020 et **41/2021**)

*Sospensione temporanea dell'attività con partita IVA delle attività professionali, commerciali, produttive artigianali non riconducibili ai codici ATECO per i quali è previsto un contributo a fondo perduto (Decreti 137/2020; 149/2020 e 154/2020 e **41/2021**)*

Incapacité de percevoir un revenu provenant d'une présentation occasionnelles ou salatriés ou travailleur temporaire à cause de l'obligation de rester à la maison sous surveillance médicale ou prévu à un contrat d' appels(*précisez ci-dessous*)

Impossibilità di percepire reddito derivante da prestazioni occasionali o saltuarie o intermittenti a causa dell'obbligo di permanenza domiciliare con sorveglianza sanitaria o per effetto della contrazione delle chiamate. (specificare di seguito)

Autres (*précisez ci-dessous*)

Altro (specificare di seguito)

De posséder, à mon nom et aux autres membres de la famille, un ou plusieurs comptes bancaires ou postaux au **31 mars 2021**

Di possedere, a nome proprio e degli altri componenti del nucleo familiare, uno o più depositi bancari o postali. al 31 marzo 2021

Le montant total euro

Di importo complessivo pari a euro

Aucun membre de la famille ne bénéficie d'un autre soutien public supplémentaire au revenu

Che nessun componente del proprio nucleo familiare è assegnatario di altro sostegno pubblico integrativo del reddito.

De recevoir les contributions publiques suivantes (par exemple, reddito di cittadinanza, cassa integrazione ou d' autres), comme indiqué ci-dessous:

Di percepire il/i seguente/i contributo/i pubblico/i (es. reddito di cittadinanza, cassa integrazione o altro) come specificato di seguito:

le montant mensuel euro

di importo mensile pari a euro

D'avoir reçu un revenu net total au mois de **mars 2021**

Di aver percepito un reddito netto complessivo nel mese di marzo 2021

le montant total euro

di importo pari a euro

Que la condition de logement de votre famille est la suivante

Che il proprio nucleo familiare ha la seguente condizione abitativa:

Sous location privé avec un montant mensuel d' euro <i>Affitto da privato con importo mensile di euro</i>	<input type="text"/>
Maison en propriété avec un crédit hypothécaire active et versement mensuel d' euro <i>Casa di proprietà con mutuo attivo e rata mensile di euro</i>	<input type="text"/>
Logé gratuitement <i>Ospitato gratuitamente</i>	
Logement de fortune / sans-abri <i>Alloggio di fortuna/senza fissa dimora</i>	
Autres (préciser) <i>Altro (specificare)</i>	<input type="text"/>
Indiquer les situations de dette (loyer/l'utilisateur) <i>Indicare situazioni debitorie (affitto/utenze)</i>	<input type="text"/>

S'ENGAGE À PRENDRE

SI IMPEGNA

L'utilisation du bon d'achat seulement à l'utilisation autorisée (uniquement à l'achat de nourriture et des produits de première nécessité).

All'utilizzo del buono spesa in conformità all'uso consentito (acquisto esclusivamente di generi alimentari e di prima necessità).

JE DÉCLARE

DICHIARA

-de s'engager à effectuer les achats dans les établissements commerciaux affiliés à la commune de domicile / de résidence. La liste des commerçants est publiée sur le site Internet homapage de la Municipalité **San Miniato**

d'avoir lu les informations relatives au traitement des données personnelles conformément au D.Leg n. 196/03 et ss.mm.ii «Code relatif à la protection des données personnelles» et Règlement (UE) 2016/679 joint à l'Avis Municipal du concession aux bénéfice.

di impegnarsi ad effettuare gli acquisti presso il/i seguente/i esercizio/i commerciale/i convenzionati con il Comune di domicilio/residenza. L'elenco degli esercizi commerciali è pubblicato sulla homapge del sito web del sito web Comune di San Miniato

- di aver preso visione dell'Informativa relativa al trattamento dei Dati Personali ai sensi del D. Leg.vo n. 196/03 e ss.mm.ii. "Codice in materia di protezione dei dati personali" e del Regolamento (UE) 2016/679 allegata all'Avviso Comunale di concessione dei benefici.

CI- JOINT

ALLEGATO



(pièce-jointe obligatoire): Copie d'un document d'identité / de reconnaissance en validité (pièce jointe obligatoire);

S- : Copia del documento di identità/di riconoscimento in corso di validità. (allegato obbligatorio)

- Formulaire contenant l'indication de la signature du demandeur, la date et l'indication de la procédure «Avis d'attribution de mesures d'urgence de solidarité alimentaire conformément au D.Li n. 154 du 23.11.2020 ». (pièce jointe obligatoire);

- Documentation relative à la réduction ou à la suspension des travaux (pièce jointe non obligatoire)

- toute attestation d'invalidité égale ou supérieure à 67% et / ou de handicap conformément à la loi du 5 février 1992, n. 104 (pièce jointe non obligatoire)

- Foglio contenente l'indicazione della firma del richiedente, data e indicazione del procedimento "Avviso per l'assegnazione di Misure urgenti di solidarietà alimentare ai sensi del Decreto Legge n. 154 del 23.11.2020". (allegato obbligatorio);

- Documentazione relativa alla riduzione o alla sospensione dell'attività lavorativa (allegato non obbligatorio)

- eventuali certificati di invalidità pari o superiore al 67% e/o handicap ai sensi della Legge del 5 febbraio 1992, n. 104 (allegato non obbligatorio)

Date
Data

Signature
Firma